

" La nation est un instrument d'inclusion "



Anne-Gaëlle Amiot

Le politologue Gil Delannoi, auteur de " La Nation contre le nationalisme ", et le philosophe Heinz Weinmann, qui signe " Etat-nation, tyrannie et droits humains ", débattent pour " Le Monde des livres " de la place de l'idée nationale dans un monde globalisé, entre risque autoritaire et promesse d'émancipation



La nation est-elle un modèle politique dépassé ? A l'heure où la mondialisation, la construction européenne mais aussi la mémoire des tragédies que le nationalisme a provoquées semblent remettre en cause ses fondements mêmes, il semble aller de soi pour beaucoup de commentateurs qu'elle n'est qu'une survivance du passé. Pourtant, elle résiste et reste plus que jamais au centre de la vie politique mondiale. Comment analyser cette permanence ? Que signifie la nation dans le contexte contemporain ? Que peut-elle encore apporter à nos démocraties ?

" Le Monde des livres " a réuni deux spécialistes de l'histoire et de l'actualité de la nation. Le politologue et sociologue Gil Delannoi, professeur à Sciences Po et directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), signe *La Nation contre le nationalisme*. Codirecteur avec Pierre-André Taguieff de deux livres collectifs sur le nationalisme (dont *Nationalisme en perspective*, Berg international, 2001), il est également l'auteur de *Sociologie de la nation* (Armand Colin, 1999) et *La -Nation* (Le Cavalier bleu, 2010). Philosophe et spécialiste de littérature comparée, Heinz Weinmann, Allemand installé au Canada depuis 1969, a écrit plusieurs livres sur l'histoire du Québec et coécrit avec Edgar Morin *La Complexité humaine* (Flammarion, 1994) ; il publie aujourd'hui *Etat-nation, tyrannie et droits humains*.

Les nations peuvent-elles -disparaître ?

Gil Delannoi Dans *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Ernest Renan - 1823-1892 - écrit : " *Les nations ont commencé, elles finiront.* " Il est vrai qu'il ne précise pas quand... Cette idée a toujours existé. Mais la nation est la plus récente des -entités politiques : il est peu probable qu'elle disparaisse si jeune. En réalité, aucune forme politique – la tribu, la cité, l'empire, la nation – ne disparaît. Les -contextes se modifient, certes, de sorte que les mots qui désignent ces formes ne sont pas exactement les mêmes qu'auparavant. C'est pour cette raison que j'ai pris un repère, un peu simple sans doute mais, au moins, précis et objectif, qui est l'apparition de nations politiques avec les révolutions américaine et française.

Le mot existait avant...

G. D. Oui, mais il était extrêmement -vague. Montesquieu parle de " *nations de moines* " : à son époque, tout groupe -humain ayant une quelconque homogénéité pouvait être appelé " nation ". Grâce à l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (" *Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation* "), nous avons maintenant une manière d'identifier ce qu'est une nation politique – une nation au sens culturel, cela reste beaucoup plus vague.

Heinz Weinmann, vous -remontez, dans votre livre, jusqu'à l'Antiquité. S'agit-il de la même notion ?

Heinz Weinmann Deux composantes sont présentes dans l'idée de nation. Il y a d'abord la naissance, la nationalité telle que la définit Aristote : le fait d'avoir deux parents de même origine. C'est la nation ethnique, c'est-à-dire un noyau de personnes de même souche. Après, notamment avec la Révolution française, on assiste à la naissance de la nation politique ou civique. On n'est plus membre de la nation en fonction de sa naissance mais à partir d'un projet politique, de l'appartenance à un corps politique soumis à la même législation, sous laquelle tous sont égaux, ce qui définit le citoyen. On reste bien sûr attaché à sa famille, à ses origines mais, comme le disait déjà Jean Bodin - 1529/1530-1596 - , le premier penseur moderne de la souveraineté, on sort de sa maison, de son clan, pour faire partie d'une communauté politique.

Cette seconde version est celle dont part Gil Delannoi...

H. W. Je partage ses vues sur la nation prise en ce sens-là, sur le fait qu'il s'agit d'une forme politique récente et qui devrait persister, même avec des transformations. Ce que l'on dit sur sa disparition annoncée me rappelle l'histoire de la mort du roman, qu'on entend annoncer depuis des décennies. Or le roman se porte très bien. De sorte que je suis -d'accord avec sa défense et illustration de la nation, d'autant qu'il n'oublie pas de mettre en garde contre les dérapages de la nation dans les extrêmes. En revanche, je suis frappé par l'absence presque totale de l'Etat dans son livre, où l'Etat-nation reste très évanescent. La nation est quelque chose qui semble exister en soi, sans l'appui de l'Etat, sans cette -permanente interaction avec lui qui est, au contraire, le point de départ de ma -recherche.

G. D. Si je parle peu de l'Etat, ce n'est pas parce qu'il est absent, c'est parce qu'il va de soi. La comparaison que je fais entre les formes politiques sous-entend que toutes ces formes, peut-être à l'exception de la tribu, ne sont viables qu'associées à un Etat. L'Etat, par définition, remplit à peu près les mêmes fonctions partout

: il est responsable de l'armée, de la monnaie... La nation est différente, parce que c'est un instrument d'inclusion. La nationalité est quelque chose qu'on n'a pas besoin de mériter : vous la recevez en naissant, ou on vous la donne. Or je pense que toutes les communautés humaines ont besoin d'une caractéristique de ce type : il faut qu'il y ait des choses qui se méritent, et d'autres qui vous soient données sans rien en échange. Sinon, on est dans la compétition permanente de tous contre tous et aucune communauté n'est possible.

La nation politique moderne se caractérise aussi par sa dimension universaliste...

G. D. C'est la grande différence entre le *Bill of Rights* britannique - " *déclaration des droits* " signée en 1689, limitant les pouvoirs de la monarchie au profit du Parlement - et la Déclaration de 1789, qui a par ailleurs ses défauts et ses limites : celle-ci se fonde sur le principe selon lequel la nation n'a de sens que si les droits qu'elle recouvre peuvent être accordés à tous. Le *Bill of Rights* reposait sur une conception particulariste, valable pour les seuls sujets britanniques. Avec la -Révolution française, la nation se fait le véhicule de la poussée universaliste des Lumières. C'est évidemment, comme toute chose, une promesse, tenue sur certains points et non sur d'autres.

On ne peut pas penser la nation sans étudier les différentes manières dont cette promesse a été trahie...

G. D. Ce qui a fait le plus de mal à l'idéal national, ce sont les empires coloniaux, qui refusaient aux autres ce qu'ils s'attribuaient à eux-mêmes. C'est un reproche très lourd, puisque cela revenait à nier l'idéal originaire. Pour autant, il ne faut pas oublier que la notion de nationalisme est ambivalente. Il peut être défensif : il s'agit alors de protéger sa langue, sa culture, parfois dans des situations -d'oppression. Il ne faut pas oublier que le réveil des nationalismes, en particulier dans les Etats baltes, a contribué à la chute de l'Union soviétique. Mais quand le nationalisme devient l'expression d'une volonté de supériorité et qu'il se greffe sur une grande puissance, il peut faire d'immenses dégâts.

H. W. Il y a, dans tout domaine politique, un danger de dérapage. Gil Delannoï le montre bien à propos du nationalisme. Mais il y en a d'autres, notamment autour de la relation entre Etat et nation, et du risque de dérive tyrannique. Pour illustrer l'importance de cette relation, et en fait de ce combat, j'ai voulu, en couverture de mon livre, une reproduction de *La Lutte de Jacob avec l'ange*, d'Eugène Delacroix - 1854-1861 - , inspirée d'un passage de l'Ancien Testament. J'analyse cette fresque dans l'introduction. J'y vois un symbole de ce que j'appelle, à la suite d'Edgar Morin, la complexité : l'opposition entre des contraires qui se haïssent et s'aiment en même temps, et qui, de ce fait, n'arrivent pas à trancher leur conflit. Ce n'est que lorsque Dieu se déclare dans l'ange que la lutte s'achève. Jacob une fois vaincu, son nom change, il devient Israël, " celui qui lutte avec Dieu ", et ce nom devient celui de la première nation de l'histoire.

L'ange de la fresque, c'est l'Etat souverain...

H. W. Parce que, précisément, Yahvé se révèle en lui. Yahvé dont les trois caractéristiques principales, à savoir l'unicité, la toute-puissance et la perpétuité, se retrouvent, depuis Jean Bodin, dans les définitions classiques de la souveraineté. La souveraineté politique est une imitation de la souveraineté de Dieu. Ce qui en découle, et c'est une idée centrale dans ma réflexion, c'est que tout pouvoir essaie de devenir absolu.

L'exemple allemand en est une -illustration qui paraît d'abord -paradoxe, puisque

L'Allemagne a longtemps été une nation sans Etat...

H. W. Après 1806, qui voit, à la suite des victoires napoléoniennes, la dissolution du Saint Empire romain germanique, la carte de l'Allemagne ressemble à celle de la France du Moyen Age : une carte féodale, avec des fiefs, des royaumes comme la Bavière, des principautés. Le territoire allemand n'était pas soumis à la force d'un Etat souverain qui aurait unifié tout cela. Ce qui commence alors, c'est donc une course de vitesse vers la constitution d'un Etat fort. Ce qui se passe en Allemagne en un siècle, c'est ce qui a pris cinq cents ans dans l'histoire de France. On assiste à une unification forcée, que la Prusse prend en main. Progressivement, la force brutale, qui est le moyen le plus rapide d'arriver à ses fins, c'est-à-dire à la reformation d'un Etat - allemand, remplace les droits. La courte parenthèse de la République de Weimar - 1918-1933 - , qui essaie de mettre sur pied une Constitution démocratique multiculturelle, va être combattue avec une grande férocité par toutes les forces d'opposition, lesquelles ne trouvent finalement leur assouvissement que dans l'avènement du nazisme, comble de la folie tyrannique – ce qui montre assez que l'Etat ne va pas de soi.

G. D. Je ne pense pas – c'est peut-être un désaccord que j'ai avec Heinz Weinmann – que ce soit uniquement parce que l'Allemagne voulait renforcer son Etat que le nazisme est apparu. J'essaie toujours d'éviter de m'en tenir à un seul exemple. Dans le dérapage vers le nazisme, ce qui m'intéresse c'est la comparaison avec le Japon. Pourquoi ces deux pays qui se sont modernisés, qui ont acquis une très haute culture, ont-ils pu faire, en gros, dans leurs sphères d'influence respectives, des choses comparables ? Il y a forcément des raisons culturelles, psychologiques, liées au travail des idées. Je fais l'hypothèse qu'une sorte de complexe d'infériorité s'est retourné en complexe de supériorité. Ceux qui se sont sentis méprisés, quand ils deviennent forts, n'ont plus de limites. En Allemagne, le programme du nationalisme classique était accompli dans ses grandes lignes par Bismarck - 1815-1898, *chancelier d'Allemagne de 1871 à 1890* - . Avec Hitler - 1889-1945 - , on bascule dans quelque chose de tout à fait différent. On peut s'intéresser aux dérives du nationalisme au Japon et en Allemagne, mais cela ne peut pas être le seul critère d'évaluation. On n'étudie pas l'Empire romain en s'intéressant uniquement à Caligula. En un mot, je ne pense pas que la vérité ultime du nationalisme soit dans le -nazisme.

H. W. Je suis tout à fait d'accord pour dire que l'Allemagne a connu la mutation d'un complexe d'infériorité en complexe de supériorité. Ce genre de processus a souvent été décrit par les psychanalystes, et il s'applique bien en l'occurrence : étant allemand, je vois parfaitement ce qu'il en est. C'est pourquoi j'ai insisté dans le livre sur les rapports amour-haine entre la France et l'Allemagne, qui apparaît clairement quand on lit *Mein Kampf* de près. Il ne faut pas oublier qu'Hitler n'était pas allemand, mais autrichien, et qu'il a ardemment voulu être allemand. Le souvenir des victoires prussiennes contre la France était pour lui un sujet d'exaltation. *Mein Kampf* : le titre lui-même évoque ce monde où le combat est exalté. C'est un monde darwinien. Et cette exaltation est née, c'est exact, d'un complexe d'infériorité qu'il fallait compenser.

La souveraineté risque-t-elle toujours, par nature, de glisser vers la tyrannie ?

G. D. Quand elle est absolue, oui. Mais comment échapper à la souveraineté ? Si toutes les souverainetés nationales étaient abolies et qu'il y avait un Etat mondial, il y aurait encore une forme de souveraineté – ou alors ce serait un Etat mondial anarchiste, ce qui est assez difficile à concevoir. Simplement, comme toutes les choses qui peuvent devenir -absolues, et donc dangereuses, la souveraineté doit être tenue sous contrôle par un certain nombre de principes et surtout de procédures. La question, au fond, est : la souveraineté peut-elle se partager, accepter d'être limitée ? Je crois que oui. L'histoire montre que ce n'est pas facile mais cela demeure une possibilité, un projet qu'il faut maintenir, parce qu'il me paraît moins illusoire que le projet de dépassement de la souveraineté.

Qu'en est-il de l'Europe ? Ne permet-elle pas d'envisager d'autres formes politiques ?

G. D. A cet égard, l'un des sujets cruciaux est celui de l'acceptation de la diversité ethnique. Or la question ne se pose pas de savoir si l'Europe sera ou non multiethnique : elle le sera – elle l'est déjà, et elle le sera encore plus. Compte tenu des projections démographiques, il est absolument impossible que les Européens n'accueillent pas des millions de gens, alors qu'il y a une très forte natalité, par exemple, en Afrique, continent qui pourrait devenir le plus peuplé du monde. Ce qui reste à voir, c'est dans quelles conditions, pour quoi faire, et comment ces populations coexisteront, en espérant que ce soit une coexistence non seulement pacifique mais harmonieuse.

Est-ce que la forme nationale -convient à cette évolution ?

G. D. La position que je défends, c'est qu'il ne faut pas doubler ce multiculturalisme de fait d'une sorte de multi-culturalisme normatif qui risquerait, en appelant toutes les nations à se dissoudre dans un grand tout, de provoquer des résistances et du nationalisme. En tant que proeuropéen, je crois qu'il faut être à la fois inventif et respectueux de ce que le passé nous apprend. Je considère que, au lieu de se situer dans le postnational, consciemment ou non, l'avenir de l'Europe est de se fonder sur l'existence des nations. Aujourd'hui, elle est une association d'Etats, donc de bureaucrates. Au moins, la nation oblige à être un peu démocratique. Les nations, ce sont les personnes. Faisons un vrai Parlement, avec deux chambres : une assemblée confédérale où toutes les nations soient représentées à parts égales, et une assemblée proportionnelle à la population européenne, dans laquelle il y ait une majorité et une opposition et où l'opposition puisse exercer l'alternance. Une alternance claire, selon le modèle britannique. On n'a pas fait mieux depuis. Il faut qu'il y ait un choix politique possible. Ce n'est pas le cas pour l'instant en Europe. On est dans un système paternaliste, où l'on ne peut être que pour ou contre le système lui-même, ce qui est absurde : il faut discuter des options.

Lesquelles vous paraissent -envisageables dans l'Europe actuelle ?

H. W. L'Union est inachevée et dys-fonctionnelle. C'est une communauté d'échanges commerciaux plus que de personnes. Deux possibilités me semblent être sur la table. Elargir l'Union serait extrêmement néfaste, comme on le voit déjà avec les conséquences de l'élargissement à l'Est, qui nous confronte à des nations (Pologne, Hongrie...) n'ayant pas le même parcours et qui sont très mal à l'aise avec les politiques des droits de l'homme. La question que pose l'autre perspective, celle d'une intégration plus grande des membres actuels, est de savoir si l'on peut passer de l'Etat-nation à la forme impériale du pouvoir. Et je ne le crois pas. Beaucoup de choses peuvent changer mais je pense, comme Gil Delannoi, que la forme Etat-nation doit persister. Les empires sont des dinosaures. Les Etats-nations l'ont emporté sur eux parce qu'ils sont des formes de pouvoir et d'administration plus -concentrées. Ce sont des systèmes politiques viables, ce que ne sont pas les empires à terme : ils sont trop gros. La question de la taille est décisive pour un empire. Sa puissance en procède. Or un pays peut être souverain, et l'égal des autres, tout en étant petit, ce qui peut limiter la tentation de la démesure, d'où la tyrannie peut toujours surgir.

Mais justement, la question de la taille critique à l'ère de la -mondialisation revient souvent dans le débat public. La petite échelle est-elle encore adaptée ?

G. D. Il n'y a pas de taille optimale pour tous les sujets. Face à Google, c'est évidemment la taille européenne qui est la bonne. Dans beaucoup de métiers, on a un monde commun avec le monde entier. Mais les frontières ne sont pas faites pour empêcher ce monde commun, au contraire. Elles servent seulement à faire

en sorte que les échanges y soient stabilisés, que la moindre catastrophe qui se produit à un bout de la planète ne se -répercute pas automatiquement à l'autre bout.

Cela dit, le marché mondial unifié est un mythe. Les capitaux, les biens et les personnes ne circulent pas à la même -vitesse. Ne serait-ce que pour des raisons écologiques, on ne peut pas imaginer un monde où chaque personne irait chercher un emploi là où il se trouve, dans n'importe quel autre pays. Il y a sur ce point une forme d'hypocrisie chez les -élites économiques. Pour reprendre le raisonnement de l'anthropologue et sociologue Ernest Gellner - 1925-1995 - , les -marchés étaient nationaux au début du XXe siècle, donc les élites étaient natio-nalistes. Aujourd'hui, les marchés sont internationaux, donc les élites sont -internationalistes et, dès qu'on parle de frontières, renvoient à la discrimination, voire au racisme. En réalité, c'est, là aussi, une question d'équilibre. Il faut à la fois préserver des frontières, et les maintenir ouvertes. Accepter la mondialisation, sans renoncer à la forme politique nationale, qui continue de porter une promesse d'émancipation. Il n'est pas totalement négatif que le marché affaiblisse un peu les Etats : cela les oblige à coopérer entre eux. Je voudrais juste éviter de voir s'effacer le peu de démocratie politique que nous avons.

Propos recueillis par Florent Georgesco

© Le Monde

[◀ article précédent](#)
entretien croisé

[article suivant ▶](#)
Le symbole de la complexité humaine...